



Commission des affaires juridiques
CH-3003 Berne

rk.caj@parl.admin.ch
parl.ch

À l'attention :
des partis politiques
des associations faîtières des
communes, des villes et des régions de
montagne
des associations faîtières de l'économie
des milieux intéressés

Le 6 mai 2026

21.464 é Iv. pa. Zopfi. Adapter les articles 276 CP et 98 CPM à la situation actuelle en vue de renforcer la liberté d'expression : Ouverture de la procédure de consultation

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative parlementaire visée en titre, la Commission des affaires juridiques du Conseil des États a adopté, lors de sa séance du 19 février 2026, un avant-projet de révision du code pénal (Provocation et incitation à la violation des devoirs militaires). À sa séance du 23 avril 2026, elle a décidé d'ouvrir une procédure de consultation.

L'art. 276 du code pénal réprime la provocation et l'incitation à la violation des devoirs militaires. Le projet de révision vise à réduire la restriction de la liberté d'expression induite par cette disposition en supprimant l'infraction de simple incitation publique à la désobéissance.

Par la présente, nous vous soumettons, pour avis, l'avant-projet précité, assorti du rapport explicatif s'y rapportant, dans le cadre de la procédure de consultation. Le délai imparti à la consultation court jusqu'au **27 août 2026**.

Les documents relatifs à la consultation sont disponibles aux adresses suivantes :

- <https://www.parlament.ch/fr/organe/commissions/commissions-thematiques/commissions-caj/rapports-consultations-caj>
- <https://www.fedlex.admin.ch/fr/consultation-procedures/ongoing#Parl.>

Dans le cadre de cette procédure, les Services du Parlement collaborent avec l'Office fédéral de la Justice (OFJ).

Conformément à la loi sur l'égalité pour les handicapés (RS 151.3), nous nous employons à publier des documents accessibles à tous. Aussi, nous vous saurions gré de nous faire parvenir dans la mesure du possible votre avis sous forme électronique (**prière de joindre une version Word en plus d'une version PDF**) à l'adresse suivante, dans la limite du délai imparti :

info.strafrecht@bj.admin.ch



M. David Steiner, de l'OFJ, (tél. 058 462 41 03 ; david.steiner@bj.admin.ch), et M^{me} Simone Peter, du secrétariat des Commissions des affaires juridiques (tél. 058 322 97 47 ; simone.peter@parl.admin.ch) se tiennent à votre disposition pour toute question ou information complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Andrea C.'.

Andrea Caroni
Président